

Face à la précarité et à l'austérité, Défendons un enseignement supérieur PUBLIC ET OUVERT A TOUTES et TOUS !

Nous défendons :

- La mise en vigueur de la gratuité totale de l'enseignement supérieur qui est pourtant un principe constitutionnel !
- Un réengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur à l'heure où près de la moitié des universités sont en déficit ou sont contraintes de geler des postes ou de fermer des filières.
- L'embauche massive et la titularisation d'enseignant-e-s et de personnels.
- Une augmentation des aides sociales allouées aux étudiants pour que chacun-e puisse, quelque soit son origine sociale ou son handicap, suivre des études sans avoir à travailler et à subir la précarité.
- La régularisation de tout-e-s les sans-papiers, la promotion de la diversité culturelle et notamment des langues dites "régionales".

Nous luttons contre:

- La loi Fioraso et la loi LRU et les autres contre-réformes (nouvelle licence, formation des enseignants, IDEX ...). Nous exigeons leur retrait et non des "aménagements" marginaux comme le proposent les autres organisations étudiantes.
- Les intérêts privés, économiques ou religieux, dans la recherche et la formation et les intrusions du patronat (le MEDEF siège dans les CA d'universités, élit les Présidents et a des élus au CNESER !)
- Le fascisme, le sexisme, le racisme et les autres discriminations.

**Cette liste
est soutenue
par :**

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

Solidaires
Union
syndicale

éducation
Sud

Solidaires
Sud
Recherche
EPA

Culture
Sud
Solidaires

Qui sommes-nous?

Notre liste regroupe des étudiant-e-s syndiqué-e-s ou non. Portée principalement par Solidaires Etudiant-e-s, seul syndicat actif nationalement contre la nouvelle loi Fioraso, cette liste s'inscrit dans la continuité de cette mobilisation mais aussi de celle dite des "précaires de la recherche" dont de nombreux doctorant-e-s.

Nous cherchons à articuler une défense quotidienne, individuelle et surtout collective, des droits étudiants (inscriptions, bourses, examens, logements...) avec une pratique des luttes collectives, interprofessionnelles, autogestionnaires et démocratiques. Nous cherchons aussi à partir des problèmes concrets que rencontrent tou-te-s les étudiant-e-s (précarité, discriminations...) pour bâtir nos revendications. Nous ne concevons pas l'enseignement supérieur comme déconnecté du reste de la société : transformer l'enseignement supérieur et la recherche implique une rupture dans les logiques qui gouvernent notre société (néolibéralisme, marchandisation et consumérisme...).

A quoi servirions-nous au CNESER ?

Le CNESER ne sert qu'à donner une caution " démocratique " aux décisions du gouvernement puisqu'il n'est que consultatif. Ainsi, nous privilégions avant tout les mobilisations collectives. Néanmoins, nous souhaitons siéger pour :

- Avoir plus de possibilités de **DEFENDRE** les étudiants et leurs problèmes administratifs ou pédagogiques, quelque soit leur origine sociale, leur filière...

- **PORTER LES REVENDICATIONS** des étudiants et relayer celles des assemblées générales afin de faire entendre une voix alternative et intransigeante au sein de ce conseil et donc briser l'unanimité quand il s'agit de liquider nos droits.

- **CONNAITRE** les réformes internes de l'université pour **INFORMER** et **MOBILISER** avant leur application. Porter une certaine **CONCEPTION** de l'Université : critique, ouverte et égalitaire.

Le statut d'organisation "représentative", accordé aux élu-e-s CNESER, si cher à d'autres organisations, n'est qu'une illusion qui confère des avantages financiers !!



Loi Fioraso ou LRU acte II: Quand le Capitaine de pédalo torpille l'université !

La loi Fioraso est une aggravation de la LRU !!!

Pendant sa campagne, François Hollande avait promis une nouvelle loi-cadre pour "remplacer" la LRU, dans les faits rien ne change notamment en matière d'autonomie budgétaire! Pourtant, nous sommes les seuls, au niveau étudiant, à nous être mobilisés contre cette loi en organisant des assemblées générales au niveau local et national pour informer et mobiliser étudiant-e-s et personnels mais aussi en participant aux actions des précaires de la recherche.

Suppression de la spécialisation en licence :

Cette loi veut instaurer une continuité entre le lycée et la licence. Non pas en donnant plus de moyens et un meilleur encadrement aux étudiant-e-s mais en supprimant toute spécialisation en licence et donc en enlevant des enseignements disciplinaires dans chaque branche. Cela signifie n' avoir plus qu'un fond théorique très superficiel en licence.

Suppression du cadrage national des diplômes :

Après le saccage du cadrage national des diplômes avec la réforme LMD, la loi Fioraso a pour but de supprimer de nombreuses filières, sous prétexte de "lisibilité" (en réalité pour faire des économies).

Moins de filières (une par pôle régional ou inter-régional) et pourtant moins de moyens et moins de places. En effet, la réforme prévoit de passer de 80 universités à 30 pôles régionaux !

Mais surtout, centraliser les formations, c'est diminuer d'autant la possibilité pour les étudiant-e-s les plus précaires, ayant une mobilité moins importante, d'accéder à la formation de leur choix. L'habilitation des diplômes, dernière trace de cohérence nationale, disparaît pour laisser place à une accréditation à délivrer des diplômes, donnée aux universités pour 5 ans : carte blanche !



**Pour nous contacter,
une seule adresse :**
solidaires.etudiant.e.s@gmail.com

**Du 10 au 21 juin
soutenez une liste
Combative et
réellement
indépendante
de tous les partis
politiques et du
pouvoir en place !**